

à propos

Le magazine du
KOFF pour la
promotion de la paix



Le Programme 2030 : un changement de paradigme



Schweizerische Friedensstiftung
Fondation suisse pour la paix
Fondazione svizzera per la pace
Swiss Peace Foundation

1

point fort

[Programme 2030 : un cadre de référence universel pour le développement durable](#)

2

dossier

[Mise en œuvre du Programme 2030 : quel rôle pour la société civile ?](#)

[La prévention de la violence dans le Programme 2030 : une référence pour terre des hommes schweiz](#)

[Les piliers clés du Programme 2030 : la bonne gouvernance et la paix](#)

[Le Programme 2030, un programme pour les droits humains](#)

[La question de la migration dans le Programme 2030 : le rôle de mdplatform.ch](#)

[Recherche en partenariat : catalyseur d'un développement plus durable](#)

[Mise en œuvre de l'Agenda 2030 par la Suisse](#)

3

pour aller plus loin

[Caritas rappelle la nécessité de mettre en œuvre les ODD en Suisse](#)

[Base de données des partenariats pour les ODD](#)

[Carte mondiale sur la réalisation de l'objectif 16](#)

4

actualité

[swisspeace / KOFF](#)

[Organisations membres du KOFF](#)

[International](#)

5

calendrier

[Événements](#)

editorial

Le 25 septembre 2015, les États membres des Nations Unies ont adopté à l'unanimité un Programme de développement durable composé de 17 objectifs à atteindre à l'horizon 2030. Innovant, ce programme l'est à bien des égards. En effet, contrairement à la Déclaration du Millénaire auquel il succède, il est universel et concerne aussi bien les pays dit « développés » que ceux « en développement ». Par ailleurs, il fournit pour la première fois dans l'histoire un cadre de référence qui réunit sous un seul et même toit les dimensions environnementale, sociale et économique, mettant ainsi en exergue leur interdépendance.

C'est précisément cette interdépendance que nous avons voulu mettre en valeur dans ce numéro. Interdépendance des acteurs, qu'ils soient issus du monde académique, politique, économique ou de la société civile. Interdépendance également des thématiques, que l'on pense à la coopération au développement, aux droits humains, aux migrations, ou encore à la promotion de la paix. Les objectifs de développement durable ne doivent en aucun cas être traités séparément : il convient au contraire de changer de paradigme et de les considérer comme un tout, certes complexe, mais aussi beaucoup plus prometteur.

Avec l'objectif 16, la paix fait pour la première fois partie d'un programme de développement. Considérer la paix sous un angle plus large et renforcer les liens avec d'autres thématiques visées par le Programme, tel est le but qu'il faut désormais se fixer. À l'image de la Plateforme suisse de promotion de la paix (KOFF), dont le mandat ne se limite pas à la promotion de la paix mais prévoit aussi l'effacement des cloisons thématiques traditionnelles.

Marie Seidel, rédactrice

Le Programme 2030 a été accueilli comme un changement de paradigme par beaucoup, et va bien plus loin que le Programme de développement pour l'après-2015 et les objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Son caractère universel est notamment à souligner. Ainsi, il met aussi les pays industrialisés devant leurs responsabilités, les considérant comme des « pays en développement » en matière de développement durable. Les nombreux liens et interactions explicites entre les différents objectifs ainsi que le regroupement de processus jusque-là parallèles (le développement social dans les OMD et la dimension environnementale dans le processus de Rio) apportent un vent d'air frais et ouvrent de nouvelles portes au discours du développement. Ces avancées sont en grande partie dues au fait que les objectifs ont été rédigés de manière participative.

Cependant, le Programme 2030 étant une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, il n'est pas juridiquement contraignant. C'était le prix à payer pour que l'existence même de ce Programme 2030 comme cadre de référence pour les 15 prochaines années soit approuvée par tous les pays membres. Lors du processus de négociation, il n'aurait en effet pas été possible d'inclure tant d'objectifs si le document avait nécessité un engagement plus important. Cela vaut d'une part pour des objectifs tels que l'objectif 16 encourageant la paix, la justice et des sociétés inclusives qui a été défendu par les pays riches, à l'instar de la Suisse. Cela vaut d'autre part pour des objectifs tels que l'objectif 10, qui prévoit de réduire les inégalités à l'intérieur d'un même pays mais aussi entre les pays, surtout souhaité par les pays en développement. C'est ainsi que le Programme 2030 a pu être accepté par tous.

Son approbation par l'Assemblée générale des Nations Unies achève de lui conférer une légitimité : c'est une vision du monde pour 2030 à laquelle adhèrent tous les pays. Toutefois, comme ce Programme est un document qui a fait l'objet de négociations, il n'est pas exempt de contradictions. Certains objectifs divergents subsistent ainsi dans le document final, ou entrent en conflit les uns avec les autres. Les moyens employés pour atteindre certains objectifs peuvent alors avoir un impact positif ou négatif sur la réalisation d'autres objectifs.

Lors de la préparation du Programme 2030, les pays en développement ont souhaité que la question des fonds à allouer à la mise en œuvre soit discutée en amont. Ils craignaient en effet que dans le cas contraire, un noble document ne soit approuvé mais que personne ne soit prêt à fournir les ressources financières nécessaires à la réalisation des objectifs qu'il contient. Les négociations se sont achevées à Addis-Abeba en juillet 2015, deux mois avant l'adoption du Programme 2030.

La conférence d'Addis-Abeba ne s'était pas fixé pour objectif de déterminer une somme concrète, mais les estimations s'accordent sur un besoin d'investissement allant de 5000 à 7000 milliards de dollars américains, ne serait-ce que pour développer l'infrastructure nécessaire à la réalisation des ODD. L'aide au développement des pays du Nord ne suffira absolument pas à couvrir ce besoin d'investissement. De plus, l'argent à lui seul ne permettra pas d'atteindre les objectifs de développement durable. La conférence avait donc surtout pour but de déterminer quelles étaient les conditions préalables à un développement durable. Les changements à apporter au système financier international jouent un rôle central à ce sujet pour rendre les flux monétaires disponibles et utilisables pour le développement. Mais c'est justement sur cette question que la conférence a raté

l'occasion de faire avancer les modifications structurelles nécessaires.

La cible 17.14, qui porte sur le renforcement de la cohérence des politiques de développement durable, vise à aider à la mise en oeuvre du Programme. C'est la première fois qu'une telle cible est explicitement formulée dans un cadre de référence mondial. Les États doivent ainsi analyser les effets de leur politique dans les autres domaines et prendre des mesures qui permettent aussi à d'autres acteurs d'œuvrer pour le développement durable. Cela suppose que les liens transversaux et les interactions entre les ODD soient scrupuleusement pris en compte.

Pour la Suisse, il y a notamment besoin d'agir en matière de politique financière et fiscale internationale. Cette place financière, avec plus de 3000 milliards de dollars d'actifs étrangers gérés, est le plus grand centre offshore du monde et l'un des pays à faible imposition les plus prisés des entreprises internationales. Grâce à des optimisations fiscales légales et illégales, les pays en développement perdent ainsi des milliards de dollars de recettes qui pourraient être investis dans le développement durable. Dans sa politique commerciale également, la Suisse doit notamment faire siens les ODD en ce qui concerne les dispositions contraignantes pour le développement durable dans le domaine des droits humains et du droit du travail, mais aussi en matière de normes environnementales ou d'accès aux médicaments.

Pour que cette résolution ne reste pas lettre morte, il est urgent que la société civile fasse constamment pression. Sinon, le risque est que les autorités et l'économie privée ne prennent que ce qui les arrange dans le Programme 2030. Les ODD difficiles à réaliser seront ainsi négligés, voire pas du tout traités. Pour accomplir cet effort, il faut un réseau renforcé d'acteurs de la société civile issus des domaines les plus divers possible. Ce n'est que grâce à l'échange qu'il sera possible de réaliser le Programme 2030.

[Alliance Sud](#)

Eva Schmassmann

eva.schmassmann@alliancesud.ch

links

- [Alliance Sud](#)
- [La Suisse encore loin du compte. Une analyse d'Alliance Sud](#)
- [Programme 2030 : site officiel de l'administration fédérale](#)

dossier

Mise en oeuvre du Programme 2030 : quel rôle pour la société civile



Des représentant(e)s de la société civile discutent de leur rôle dans la mise en oeuvre du Programme 2030.
Alliance Sud

Afin que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 se concrétise et que la Suisse le mette en œuvre de manière pertinente et efficace, la société civile doit jouer un rôle à part entière et faire preuve d'un fort engagement. Il est également nécessaire que les échanges et la collaboration entre les organisations œuvrant dans différents domaines et régions géographiques soient renforcés. C'est dans cette optique que la Plateforme suisse de promotion de la paix (KOFF), Alliance Sud, l'Union syndicale suisse (USS) et l'Alliance-Environnement ont organisé, le 18 octobre 2016, une conférence sur le rôle de la société civile suisse dans la mise en œuvre du Programme 2030.

Pour obtenir une meilleure vue d'ensemble, les 50 organisations participantes ont tout d'abord réalisé une cartographie de leurs activités respectives pour chaque objectif de développement durable du Programme. Dans un deuxième temps, elles ont débattu de la forme de leur collaboration et exprimé le souhait de voir apparaître une coopération plus étroite sur la base des plateformes et réseaux existants. Des domaines d'action ont ensuite été identifiés, notamment l'apprentissage mutuel et les échanges entre organisations, la sensibilisation du grand public et d'autres acteurs à propos du Programme 2030 et le suivi de la mise en œuvre des objectifs par l'administration suisse.

Plusieurs organisations ont déclaré être prêtes à participer au futur développement d'une « alliance des alliances ». À l'occasion de la prochaine conférence de la société civile en mai, divers modèles de gouvernance seront présentés pour cette plateforme. La forme juridique de cette dernière ainsi que ses activités principales seront également définies.

Le KOFF participe à ces initiatives puisqu'avec l'objectif 16, la paix fait pour la première fois partie du programme de développement. C'est une excellente opportunité de considérer la

paix sous un angle plus large et de renforcer le lien entre celle-ci et d'autres thématiques visées par le Programme.

KOFF

Sidonia Gabriel

sidonia.gabriel@swisspeace.ch

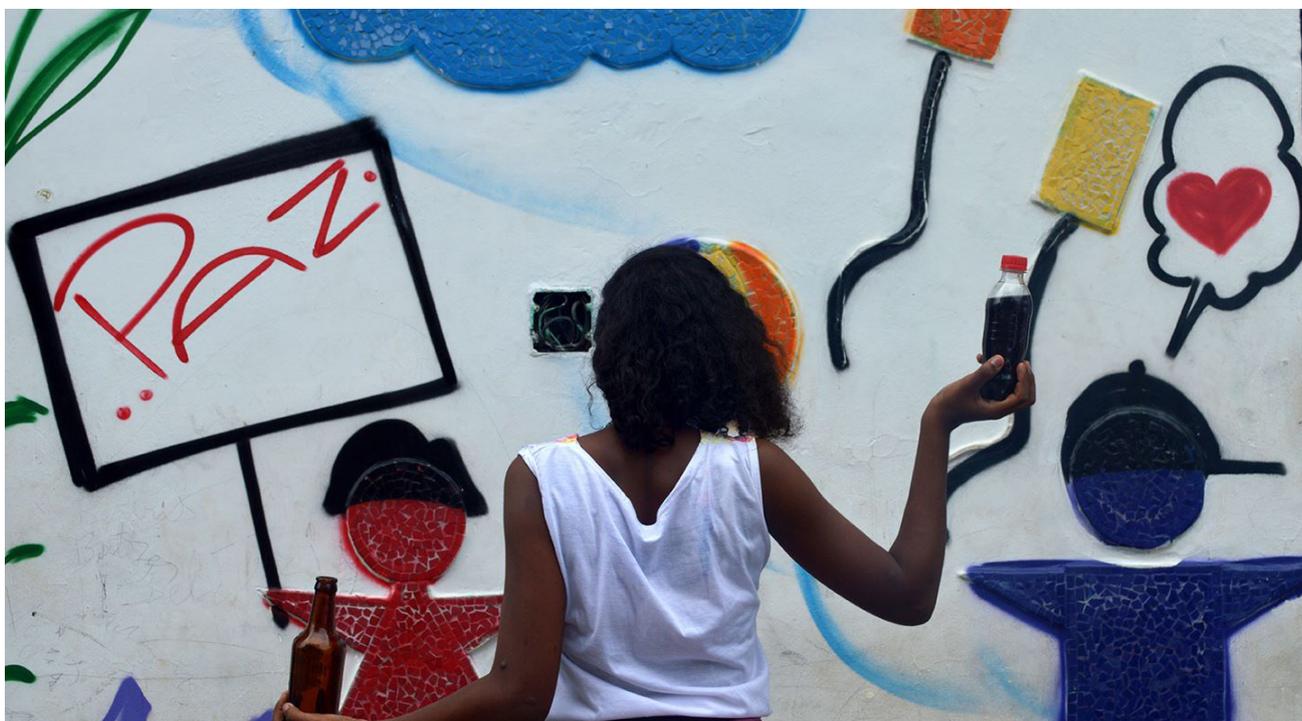
Directrice

links

- [Résumé de la conférence sur la mise en œuvre du Programme 2030 et le rôle de la société civile suisse](#)
- [KOFF](#)
- [Alliance Sud](#)
- [Union syndicale suisse](#)
- [Alliance-Environnement](#)

dossier

La prévention de la violence dans le Programme 2030 : une référence pour terre des hommes schweiz



Au Salvador, l'organisation brésilienne CIPÓ œuvre en faveur d'une culture de la paix. terre des hommes schweiz

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 insiste sur le fait que la violence est un important obstacle au développement et qu'il est nécessaire de promouvoir des sociétés pacifiques et ouvertes à tous. Ce faisant, il confirme les expériences réalisées de longue date par terre des hommes schweiz dans les pays concernés par ses programmes. Les objectifs de développement durable (ODD) constituent le système de référence central du travail de cette organisation dans les pays du Sud et de ses opérations de sensibilisation en Suisse.

Les cibles 16.2, 5.2 et 5.3, notamment, qui abordent les violences envers les enfants, les femmes et les filles, et évoquent en particulier les mariages forcés et précoces, sont autant de repères importants pour le travail de l'organisation. Les liens avec d'autres objectifs du Programme 2030 sont par ailleurs clairement établis car d'autres cibles contribuent également à la prévention de la violence. La cible 4.7, par exemple, souligne l'importance de l'éducation à une culture de la paix et de la non-violence. De même, il existe des liens avec les objectifs de lutte contre la pauvreté et d'amélioration des infrastructures urbaines. En effet, dans les pays concernés par les programmes de terre des hommes schweiz, la marginalisation et l'exclusion socio-spatiale sont souvent le terreau où s'enracine la violence juvénile.

L'organisation est convaincue que la prévention de la violence doit passer par le traitement ciblé de ses différentes causes. Le Programme 2030 aide à mettre en évidence les rapports entre les différents domaines et à faire avancer la collaboration tant au niveau local qu'au niveau international. Un exemple : le « Global Partnership to End Violence Against Children », qui rassemble des gouvernements, des fondations, l'ONU, la population, le monde scientifique, le secteur privé et des organisations de jeunesse pour mettre en œuvre la vision portée par le Programme 2030.

Par ailleurs, les ODD attachent beaucoup d'importance à la cohérence de la politique de

développement dans les pays du Nord. Ils fournissent donc un ensemble d'arguments importants, y compris en Suisse, pour revendiquer une meilleure coordination des politiques intérieure et extérieure en matière de développement durable mondial. terre des hommes schweiz, alliée à d'autres ONG suisses, compte à l'avenir renforcer son engagement en faveur de cette cohérence politique.

[terre des hommes schweiz](#)

Andrea Zellhuber

andrea.zellhuber@terredeshommes.ch

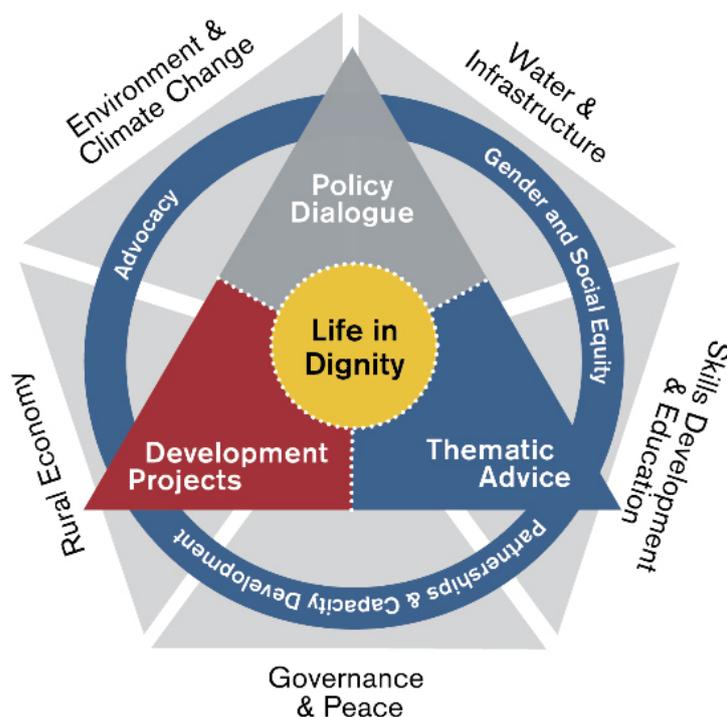
Responsable thématique Prévention de la violence

links

- [terre des hommes schweiz](#)
- [End Violence Against Children – the global partnership](#)
- [Article du magazine sur le programme de terre des hommes schweiz relatif à la prévention de la violence \(en allemand\)](#)

dossier

Les piliers clés du Programme 2030 : la bonne gouvernance et la paix



Helvetas œuvre pour un monde où chacun peut déterminer librement le cours de son existence, vivre dignement et en toute sécurité ainsi qu'utiliser les ressources naturelles de manière durable: telle est également la vision du Programme 2030. Helvetas contribue à la réussite de ce Programme en combinant trois mécanismes d'intervention interdépendants: la mise en œuvre de projets de développement, les conseils thématiques, la sensibilisation du public et le dialogue politique.

Les cinq secteurs de travail d'Helvetas (Eau et Infrastructures, Formation, Économie rurale, Environnement et Climat, Gouvernance et Paix), définis réciproquement afin de créer des synergies, renvoient aux principaux champs d'action du Programme 2030. En effet, ces thèmes traitent des droits et des besoins des femmes et des hommes pauvres et défavorisés ainsi que des risques majeurs et des opportunités de développement dans le monde actuel.

Parmi d'autres liens thématiques, le Programme 2030 reconnaît l'importance fondamentale de la bonne gouvernance et de la transformation des conflits pour promouvoir le développement politique, social et économique. Helvetas y voit à la fois la confirmation et l'opportunité de renforcer son rôle de facilitation entre les citoyens et l'État, de favoriser la mise en place de structures gouvernementales réactives et responsables, et de permettre aux citoyens de participer aux processus politiques décisionnels.

Le secteur « Gouvernance et Paix » contribue ainsi au développement des politiques, systèmes et processus de gouvernance qui améliorent la disponibilité, l'accessibilité, la qualité et la sensibilité au genre des services destinés aux populations défavorisées. En parallèle, Helvetas contribue à la prévention des conflits violents et aide les acteurs locaux à sortir de leur situation de fragilité. Elle promeut également une approche sensible aux conflits avec ses partenaires et met en œuvre des projets portant directement sur les facteurs de violences afin d'atténuer et d'apaiser les conflits. En outre, la bonne gouvernance et la transformation des conflits sont désignées comme approche transversale ce qui permet de renforcer les synergies dans et entre les secteurs de travail. Ainsi, les missions de ce secteur sont conformes à de nombreux objectifs du Programme 2030, en particulier l'objectif 16 « Paix, justice et institutions efficaces ».

[Helvetas Swiss Intercooperation](#)

Geert van Dok

Geert.vanDok@helvetas.org

Political Communication

Regula Gattiker

Regula.Gattiker@helvetas.org

Advisor Conflict, Peace & Fragility

[links](#)

- [Travail d'HELVETAS Swiss Intercooperation sur la gouvernance et la paix](#)

Le Programme 2030, un programme pour les droits humains



Station radio de « The Voice of Zacate Grande » au Honduras. Anna Leissing/swisspeace

Selon l'ONU, les objectifs du Programme 2030 « visent à réaliser les droits de l'homme pour tous, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles ». Le but de ce programme est de créer un monde « où soient universellement respectés les droits de l'homme et la dignité humaine, l'État de droit, la justice, l'égalité et la non-discrimination. »

Chacun des 17 objectifs de développement durable (ODD) peut s'appuyer sur les engagements des États – y compris de la Suisse – résultant des conventions internationales centrales en matière de droits humains. Le Programme 2030 s'inscrit ainsi d'un côté dans un cadre juridiquement contraignant, et devient, de l'autre, un véritable instrument de mise en œuvre des droits humains. À cet égard, l'Institut danois pour les droits de l'homme a développé un outil web très utile, le Guide sur les droits de l'homme dans les Objectifs de Développement Durable, qui met en évidence l'ancrage des droits humains dans les ODD et qui souligne les liens concrets qu'il existe entre les 169 cibles et la grande diversité d'instruments visant à mettre en œuvre les droits humains.

Exiger des mesures concrètes pour la mise en œuvre de l'objectif 16, qui vise à promouvoir des sociétés pacifiques et ouvertes à tous, nécessite ainsi une coopération contraignante des organisations œuvrant pour la paix, le développement et les droits humains. C'est ensemble qu'elles peuvent aborder les questions des politiques suisses discriminantes et des répercussions négatives de la politique suisse et des grands groupes de sociétés à l'étranger sur les droits humains. Ensemble, elles doivent par exemple exiger la création

d'une institution nationale pour les droits humains qui soit conforme aux directives de l'ONU ainsi qu'aux indicateurs de l'ONU définis pour réaliser l'objectif 16.

La plateforme d'information humanrights.ch se fixe comme objectif de régulièrement mettre à jour les aspects du Programme 2030 relatifs aux droits humains et de familiariser ses ONG au Programme 2030. Enfin, en réseau, elle vise à attirer l'attention sur le fait que relier le Programme 2030 aux procédures et campagnes du travail en faveur des droits humains représente un réel potentiel politique.

humanrights.ch

Matthias Hui

matthias.hui@humanrights.ch

links

- humanrights.ch
- [Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 – un programme pour les droits humains](#)
- [Le Guide sur les droits de l'homme dans les objectifs de développement durable – l'outil web de l'Institut danois pour les droits de l'homme](#)

dossier

La question de la migration dans le Programme 2030 : le rôle de mdplatform.ch



Les participant(e)s à l'assemblée générale ont défini les priorités thématiques de la plateforme. Peter Aeberhard

Avec l'adoption du Programme 2030, la migration a été reconnue pour la première fois comme facteur et partie intégrante d'un développement mondial et durable. La Plateforme de la société civile suisse sur la migration et le développement « mdplatform.ch » a été créée en 2015 dans le but de promouvoir l'échange autour de la migration et du développement. En outre, elle aide ses membres à bâtir des ponts entre leurs activités opérationnelles et l'échelle internationale et à s'engager activement dans les consultations nationales et internationales. Avec plus de 70 ONG membres, elle entend ainsi permettre à la société civile suisse de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) dans le domaine de la migration.

Cette contribution prend des formes diverses, puisque la question de la migration entre en ligne de compte dans plus de onze cibles. La cible 10.7 prône par exemple une migration sûre, ordonnée et régulée. La vulnérabilité des personnes en transit, en fuite ou à la recherche d'un emploi est elle aussi traitée dans différents objectifs, dont l'objectif 16 « Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable ».

Les objectifs de développement durable ne peuvent être atteints sans la participation des migrants. L'actuel dialogue multilatéral sur la migration (Pacte mondial pour les réfugiés, Pacte mondial pour une migration sûre, ordonnée et régulée) ne vise pas simplement à mieux protéger les migrants, il s'agit aussi de garantir le respect de leurs droits et leurs possibilités d'action. La violence des débats politiques et la progression de la xénophobie que l'on constate aussi en Suisse rendent une société civile suisse constructive et éclairée plus que nécessaire.

mdplatform.ch

Peter Aeberhard

paeberhard@caritas.ch

Platform coordinator

Pascal Fendrich

Pascal.Fendrich@helvetas.org
Platform deputy coordinator

links

- Plateforme de la société civile suisse sur la migration et le développement
- Informations concernant le dialogue international sur la migration

dossier

Recherche en partenariat : catalyseur d'un développement plus durable



Les acteurs de la science, du développement et de la politique ont exploré ensemble les meilleures manières d'atteindre les ODD. KFPE

Dix-sept objectifs. Plus de 160 sous-objectifs et autant d'opportunités. L'Agenda 2030 de développement durable fournit un plan mondial d'action vers un développement plus équitable et plus durable. Mais quels sont les dilemmes auxquels sont confrontés les acteurs dans la mise en œuvre de ces objectifs ? Quelles approches seront les plus à même de pallier les besoins dans les domaines social, environnemental et économique ? Comment mettre en place des partenariats adéquats ?

Ces questions ont guidé les échanges entre acteurs scientifiques, sociaux et politiques lors de la foire de la recherche organisée par la Direction du développement et de la coopération (DDC) et la Commission pour le partenariat scientifique avec les pays en développement (KFPE) en novembre 2016. Quid de cette journée ? La recherche peut contribuer de manière importante aux efforts transfrontaliers, transsectoriels, transculturels et transdisciplinaires nécessaires à la réalisation de ces objectifs, si on lui en donne les moyens.

Le programme suisse de recherche sur les problèmes de développement mondiaux (Swiss Programme for Research on Global Issues for Development ; r4d), un instrument conjoint de la DDC et du Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS), finance des partenariats de recherche entre la Suisse et des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine afin de fournir aux décideurs politiques et aux praticiens des connaissances pertinentes sur le plan scientifique et du développement. Le développement durable guide ce programme qui se concentre sur cinq défis mondiaux : conflits sociaux, emploi, sécurité alimentaire, gestion des écosystèmes et financement des systèmes de santé. Le dernier appel à projets de r4d, actuellement ouvert, encourage des projets de recherche qui mettront le doigt sur les dilemmes et les synergies au sein de l'Agenda 2030 et généreront un savoir transformateur. L'occasion pour la communauté scientifique suisse et internationale de s'impliquer directement dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

[Direction du développement et de la coopération \(DDC\)](#)

Aurélie Righetti

aurelie.righetti@eda.admin.ch

Research Desk

links

- [Foire de la recherche 2016](#)
- [Direction du développement et de la coopération \(DDC\)](#)
- [Commission pour le partenariat scientifique avec les pays en développement \(KFPE\)](#)
- [Swiss Programme for Research on Global Issues for Development](#)
- [Fonds national suisse de la recherche scientifique \(FNS\)](#)
- [Appel à projets de r4d](#)

dossier

Mise en œuvre de

L'Agenda 2030 par la Suisse

L'Agenda 2030 de développement durable représente une étape clé dans la collaboration internationale. La Suisse a fortement contribué à son élaboration et le Conseil fédéral s'emploie à sa mise en œuvre d'ici à 2030 tant sur le plan national qu'international. À ce titre, il s'engage pour la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) de l'agenda, ce qui se traduit par la prise de mesures visant par exemple à réduire les émissions des gaz à effet de serre, promouvoir l'égalité entre hommes et femmes et recycler autant que possible les matières premières. La Suisse se mobilise également en faveur des objectifs de l'Agenda 2030 dans le cadre de sa politique extérieure et de sa coopération au développement.

Première étape

Le Conseil fédéral prépare la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pendant une première phase de transition. Les travaux en cours ont pour objectif central de réaliser une analyse approfondie de l'état actuel d'implémentation du projet. Ils mettront ainsi en lumière les ODD dont la réalisation requiert une intervention prioritaire tout en montrant les opportunités que l'Agenda 2030 offre à notre pays.

Partenariats et collaboration

La Suisse a une longue tradition de collaboration entre les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux. Elle souhaite à présent approfondir ces partenariats éprouvés pour mettre en œuvre l'Agenda 2030. Elle envisage ainsi de renforcer la collaboration institutionnelle en matière de développement durable avec les services et responsables des cantons pour le développement durable. Afin de coopérer efficacement avec les acteurs non gouvernementaux, la Confédération a mis sur pied une délégation de représentants issus du monde économique, de la société civile et du monde scientifique, chargée d'explicitier le fond et la forme que doit prendre la collaboration et d'en coordonner les actions. Par ailleurs, la Suisse a lancé le projet « Dialogue 2030 pour le développement durable », pour approfondir les débats sur le développement durable. Déjà aujourd'hui, nombre d'acteurs se mobilisent pour les ODD. Il convient à présent d'unir leurs forces.

[Office fédéral du développement territorial, section du Développement durable](#)

Till Berger

Till.Berger@are.admin.ch

Coordinateur de la stratégie pour le développement durable

links

- [Page de la Confédération suisse sur l'Agenda 2030](#)

pour aller plus loin

Caritas rappelle la nécessité de mettre en œuvre les ODD en Suisse

Les objectifs de développement durable (ODD) définis dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ne concernent pas seulement les pays du Sud : des pays tels que la Suisse doivent eux aussi adapter leur politique intérieure à ces objectifs. Dans une prise de position publiée en juin 2016, l'ONG suisse Caritas, membre du KOFF, a montré à partir d'une sélection d'ODD qu'en Suisse aussi, il était nécessaire d'agir.

Par exemple : en Suisse, 500 000 personnes restent victimes de la pauvreté (ODD 1), les primes d'assurance maladie en hausse posent problème à de nombreuses personnes (ODD 3), l'origine sociale continue à déterminer en grande partie les chances de formation (ODD 4), les inégalités de revenus et de patrimoine continuent à s'accroître (ODD 10) et les migrants et les sans-papier sont défavorisés sur le plan juridique (ODD 16). Il s'agit donc de réduire ces inégalités. C'est pourquoi Caritas demande, entre autres, à la politique et à l'administration d'ancrer dans les institutions la mise en œuvre en Suisse du Programme 2030, d'en assurer le financement, et d'intégrer les cantons et les communes à ce processus. Mais pour y parvenir, il est aussi nécessaire d'associer largement à cette démarche la société civile, de même que le secteur privé et la science.

links

- [Prise de position de Caritas. L'Agenda 2030 engage la Suisse](#)

pour aller plus loin

Base de données des partenariats pour les ODD

Les partenariats entre les différents acteurs sont d'une importance capitale pour la mise en œuvre du Programme 2030. Les Nations Unies ont créé à cet effet un site Internet pour répertorier les partenariats sur des projets entre des acteurs du secteur privé, du monde scientifique ou de la société civile. Les projets sont classés en fonction des différents objectifs de développement durable (ODD) à atteindre. Pour chaque objectif, il est possible de consulter les projets existants et les organisations participantes. Ce site est donc susceptible aussi d'inciter à la création de nouvelles activités et de renforcer la présence des ODD dans la sphère publique. Toutes les personnes intéressées ont la possibilité

d'enregistrer une initiative sur la plateforme.

Cette base de données révèle par exemple qu'il existe relativement peu de projets concernant l'objectif 16 (promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous). La page d'accueil des Nations Unies sur les ODD, où se trouve de nombreuses informations, ressources et mises en perspective est un autre support fort utile.

links

- [Base de données des partenariats](#)
- [Site Internet des Nations Unies sur les ODD](#)

pour aller plus loin

Carte mondiale sur la réalisation de l'objectif 16

Un nouveau site Internet consacré à l'objectif 16, qui vise à « promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous », est en ligne. Cette base de données rassemble les informations existantes et permet de mieux comprendre où en est la réalisation de l'ODD 16. Non seulement elle présente les indicateurs officiels sur les cibles de l'objectif 16, mais elle analyse aussi des indicateurs supplémentaires susceptibles de jouer un rôle pour cet objectif. Ce site Internet a été développé par la « Governance Data Alliance », un regroupement international de nombreuses ONG, et intègre des sources variées.

Un système d'évaluation de chaque objectif selon divers paramètres permet de comparer différents pays. La progression des objectifs et des indicateurs peut aussi être appréhendée pour chaque pays. Ces atouts font de ce site un instrument très intéressant pour les acteurs de la promotion de la paix.

links

- [The SDG16 Data initiative](#)

actualité

swisspeace / KOFF



Les participant(e) de cette année au CAS en promotion civile de la paix. swisspeace

Réduire les conflits, promouvoir la paix – avec le CAS en promotion civile de la paix

Quel est l'impact de la promotion de la paix ? Quels sont les défis qui se posent dans le cadre d'un travail en contexte fragile ? Quels changements constate-t-on dans les rôles dévolus à chacun des sexes lors d'un conflit et quelles en sont les conséquences ? Dans quels cas et comment la médiation peut-elle désamorcer un conflit ? Comment les plus graves atteintes aux droits humains et violations du droit international humanitaire peuvent-elles être traitées ? Comment passer d'une économie de guerre à un système économique qui favorise la paix ?

Ces questions sont au cœur de la formation post-diplôme (CAS) en promotion civile de la paix. Lors de 22 journées de cours (un vendredi et samedi par mois), cette formation continue en cours d'emploi informe les participants des dernières avancées dans de nombreux domaines de la promotion civile de la paix et les familiarise à des méthodes pratiques. Il est conçu pour les professionnels et les universitaires intéressés au travail sur la promotion de la paix et les conflits et souhaitant rapprocher leurs propres expériences des analyses théoriques et des connaissances pratiques actuelles.

Le CAS a lieu de septembre 2017 à août 2018 et constitue l'un des modules du Master of Advanced Studies (MAS) en promotion civile de la paix proposé par swisspeace et l'université de Bâle.

[swisspeace](#)

academy@swisspeace.ch

[links](#)

- [Informations complémentaires](#)
- [Inscription jusqu'au 30 juin 2017](#)
- [Master of Advanced Studies \(MAS\) en promotion civile de la paix](#)
- [Planning des cours de swisspeace](#)

Trois nouvelles publications de swisspeace sur la gouvernance, l'art et le traitement du passé

Trois nouvelles publications de swisspeace sont désormais disponibles. En janvier, un rapport a été publié sur le thème de la gouvernance locale dans les zones d'opposition en Syrie, analysant la façon dont celle-ci est perçue par la population. Outre swisspeace, Leila Hilal et l'organisation de la société civile syrienne LACU (Local Administration Councils Unit) ont participé à la rédaction de ce rapport.

swisspeace a d'autre part publié une réflexion critique faisant suite à l'organisation d'une table ronde consacrée au rôle de l'art dans la promotion de la paix. Selon les auteurs, l'art pourrait donner un sentiment de normalité en temps de guerre et offrir un espace de réflexion et d'échange. Il conviendrait de mieux prendre en compte à l'avenir le potentiel de l'art dans la promotion de la paix.

Le premier Working Paper de cette année 2017, rédigé par Melanie Altanian, porte quant à lui sur la manière dont les archives sont traitées dans le contexte turco-arménien. Il révèle que les défis posés par la notion de vérité et par le traitement du passé sont énormes dans ce contexte, et propose des solutions pour améliorer la situation.

[swisspeace](#)

Marie Seidel

marie.seidel@swisspeace.ch

Communications officer

[links](#)

- [Mazen Gharibah, Bahjat Hajjar, Leila Hilal, Martina Santschi, Mazhar Sharbaji, Corinne von Burg: Perceptions of Governance - The Experience of Local Administrative Councils in Opposition-held Syria. Janvier 2017](#)
- [Anna Leissing, Vesna Matovic, Dagmar Reichert, Meret Schlegel, Anna Leissing. Critical Reflection on Art Initiatives in Fragile and Conflict Affected Regions. Février 2017](#)
- [Melanie Altanian. Archives against Genocide Denialism? swisspeace Working Paper 1/2017. Mars 2017](#)

actualité

Organisations membres

du KOFF



Le colloque interreligieux organisé par Mission 21 a rassemblé nombre d'intéressés. Mission 21

« Quelles valeurs pour la société suisse ? »

Colloque interreligieux de Mission 21

Le colloque interreligieux organisé le 13 février 2017 à Bâle a réuni plus de 80 personnes intéressées par la question du dénominateur commun pour une société multiculturelle et multireligieuse.

En sa qualité d'enseignant, responsable jusqu'en 2014 de l'éducation dans le canton de Bâle-Ville, Hans Georg Signer a constaté que l'école constituait le principal facteur d'intégration au sein d'une société multiculturelle. Les conflits culturels entraînant des problèmes juridiques (p. ex. lorsque les parents interdisent à leurs filles de participer aux cours de natation) devraient être réglés par des moyens légaux. En revanche, il estime que lorsqu'il s'agit des règles du vivre ensemble à l'école (comme dans le cas du débat sur la poignée de main à Therwil), le durcissement des lois ou même de la Constitution n'est pas la voie à suivre.

Mouhanad Khorchide, qui enseigne à Münster (Allemagne) en tant que professeur d'instruction religieuse islamique, a dressé un portrait approfondi des valeurs telles qu'elles sont perçues par l'islam dans le cadre d'une vision éclairée. Il défend ainsi l'idée que notre société a besoin de valeurs communes. Pour lui, la dignité humaine en est une absolument non négociable.

Seyran Ates, musulmane, avocate et défenseuse des droits de la femme à Berlin, a aussi

fait part de ses expériences multireligieuses et multiculturelles. Selon elle, les structures se sont figées du côté des musulmans, tandis que la perception de l'islam est imprégnée de préjugés. La juriste souligne qu'il faut s'en tenir aux faits et que notre action doit être guidée par les droits humains.

Sur l'estrade, c'est l'amour du prochain qui émerge comme l'élément fédérateur. Tous les intervenants insistent sur le fait qu'il s'agit là d'une valeur enrichissante tant au sein de l'islam que du christianisme. Et qu'elle est bien supérieure aux rapports humains « raisonnables », qui jouent eux aussi un rôle positif. L'essentiel ici est de favoriser la capacité de dialogue.

Mission 21

Katharina Gfeller

katharina.gfeller@mission-21.org

links

- [Mission 21](#)
- [Pour de plus amples informations sur le colloque \(en allemand\)](#)

actualité

International



Les participant(e)s à l'atelier débattent du rôle de l'intelligence artificielle et des technologies dans la promotion dans la paix. Gabriel Hill

Peut-on construire un monde plus pacifique

grâce aux relations commerciales en ligne ?

En janvier dernier, Hanne Melin Olbe, directrice des politiques publiques internationales chez eBay Inc, a participé à la première édition du Basel Peace Forum. Suite à sa participation à l'atelier sur le rôle de l'intelligence artificielle et des marchés virtuels dans la promotion de la paix, elle réfléchit, dans un article publié sur Medium.com, au rôle que pourrait avoir un modèle commercial nouveau et plus inclusif dans la promotion de la paix à long terme.

Elle décrit comment une plateforme de commerce en ligne ouvre la voie à des modèles d'échanges différents de ceux du commerce traditionnel. Elle argumente que ce modèle commercial contribuerait à la promotion de la paix en soulignant trois de ses caractéristiques jouant un rôle dans la réduction des conflits : tout d'abord, les échanges commerciaux s'appuyant sur une plateforme permettent d'instaurer la confiance entre différents individus, malgré la distance. Ensuite, ils favorisent une croissance économique plus généralisée, y compris pour les PME et les entreprises situées dans des zones reculées. Enfin, ils permettent une diversification des exportations, ce qui réduit le risque de conflit auquel peut être confronté un pays fragile lorsque ses exportations relèvent essentiellement des matières premières et sont donc exposées à des fluctuations de prix.

links

- [Lire l'intégralité de l'article sur Medium.com \(en anglais\)](#)

Fondation Berghof

En janvier 2017, l'OCDE a publié un document rédigé par deux équipes de recherche issues de la Fondation Berghof et de Clingendael. Commandé par le Réseau international sur les conflits et les situations de fragilité (INCAF) et financé par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et la Société allemande de coopération internationale (GIZ), ce document évalue comment les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux pour le développement ont concrétisé leur engagement à soutenir des accords politiques inclusifs et légitimes, comme évoqué dans le New Deal pour l'engagement dans les États fragiles de 2011. En s'appuyant sur les données factuelles de quatre pays pilotes du New Deal (Afghanistan, Somalie, Soudan du Sud et Timor-Leste), le rapport évalue de manière nuancée la capacité des bailleurs de fonds à améliorer leur compréhension et leurs pratiques en matière de politique de développement. Il met en avant un ensemble de recommandations qui devraient permettre à l'aide internationale pour le renforcement de l'État et la promotion de la paix de mieux reconnaître et prendre en compte les réalités d'une gouvernance fragmentée et contestée dans les environnements fragiles et touchés par les conflits.

links

- [INCAF. Hitting the target, but missing the point? Assessing donor support for inclusive and legitimate politics in fragile societies. Janvier 2017](#)

Rédaction du rapport mondial sur le développement durable

Avant de quitter ses fonctions, le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, a nommé 15 éminents scientifiques et spécialistes pour rédiger le rapport mondial sur le développement durable, un élément clef du mécanisme de suivi et d'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ce document, qui sera publié en 2019, a pour objectif de fixer des orientations scientifiques favorisant la réalisation des objectifs de développement durable et du Programme 2030 de manière à intégrer les dimensions économique, environnementale et sociale, et sera mis à la disposition de nombreuses parties prenantes, notamment les entreprises, la société civile et le grand public. Parmi les 15 membres du groupe de scientifiques indépendants figure Peter Messerli, co-président du groupe et directeur et professeur de développement durable au Centre pour le développement et l'environnement de l'université de Berne.

links

- [Informations complémentaires](#)

calendrier

Événements

6 avril 2017

Berne, Suisse

[Conférence annuelle de la Division Sécurité humaine du DFAE](#)

Cette année, la conférence annuelle de la Division Sécurité humaine du DFAE sera consacrée au sujet de l'inclusion politique dans la prévention de l'extrémisme violent. Des spécialistes analyseront les défis de la prévention de l'extrémisme violent et évoqueront les chances qu'offre une démarche axée sur la prévention.

[Informations complémentaires](#)

17 avril 2017

Berne, Suisse

[Marche de Pâques 2017](#)

De nombreuses organisations membres du KOFF se joindront à une coalition de la société civile lors de la Marche de pâques qui se déroulera le lundi 17 avril 2017. Elle aura cette

année pour slogan « Mon argent mène la guerre. Le soutien au commerce des armes par les fonds de pension et les banques doit cesser ! »

[Informations complémentaires](#)

Jusqu'au 30 avril 2017

Bâle, Suisse

[Inscription au cours d'été de swisspeace sur le Soudan du Sud](#)

Comment les études sur la paix et les conflits favorisent-elles la compréhension des dynamiques de conflits au Soudan du Sud, et comment les leçons tirées de ce contexte peuvent-elles faire avancer la recherche ? Le cours d'été de swisspeace revient sur les principales évolutions du contexte sud-soudanais depuis l'indépendance du pays en 2011 et analyse les principaux acteurs et facteurs du conflit actuel. Il explore les liens entre le conflit armé en cours et les guerres civiles passées ainsi que les leçons que l'on peut tirer de l'engagement pour la paix et la formation de l'État pris avant l'indépendance.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription jusqu'au 30 avril 2017](#)

4 mai 2017

Berne, Suisse

[Conférence sur le rôle de la société civile dans la mise en œuvre du Programme 2030](#)

Après deux réunions en octobre puis en février dernier, les organisations de la société civile se réunissent une nouvelle fois pour discuter de leur rôle dans la mise en œuvre du Programme 2030 et de la création possible d'une plateforme de la société civile afin de s'atteler à cette tâche. Lors de cette conférence, les participants discuteront des options de gouvernance existantes pour une telle plateforme. Toutes les organisations de la société civile sont les bienvenues.

[Inscription](#)

Du 6 au 7 mai 2017

Lausanne, Suisse

[Formation PBI Suisse sur les droits humains](#)

Peace Brigades International-Suisse organise un week-end de formation pour les personnes intéressées à devenir observateur/observatrice des droits humains. Cette formation donne un aperçu des méthodes de travail de promotion de la paix de PBI, fournit des témoignages d'ex-volontaires et offre des ateliers sur la communication non-violente et sur la gestion du stress en zones de conflit.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription](#)

8 mai 2017

Genève, Suisse

[Shadow World – un documentaire sur le commerce des armes](#)

Shadow World est un film documentaire qui dénonce la corruption qu'entraîne le commerce des armes et son influence sur les politiques économiques et étrangères dans le monde entier. Il sera projeté à la Maison de la paix de Genève le 8 mai à 18h30.

[Informations complémentaires et inscription](#)

31 mai 2017

Berne, Suisse

[Assemblée annuelle des membres du KOFF](#)

Réservez la date ! L'assemblée générale des organisations membres du KOFF se tiendra le 31 mai de 13h15 à 17h00 aux Ateliers Bollwerkstadt à Berne. Un programme sera prochainement envoyé aux organisations membres. Nous avons d'ores et déjà hâte de vous retrouver nombreux.

[Informations complémentaires](#)

Jusqu'au 31 mai 2017

[Fondation Rotary : appel à candidature](#)

La Fondation Rotary accepte dès à présent les candidatures pour les bourses du Rotary pour la paix 2018. Ce programme propose une formation académique et pratique visant à préparer les universitaires à la gestion des conflits dans le monde. Jusqu'à 100 étudiant(e)s seront sélectionné(e)s pour suivre un master ou un certificat professionnel sur la paix et la résolution des conflits dans un des six centres du Rotary.

[Informations complémentaires et candidature](#)

Du 31 mai au 2 juin 2017

Bâle, Suisse

[Inscription à la formation « Droits humains et transformation des conflits »](#)

La formation de swisspeace « Droits humains et transformation des conflits » vise à mettre en relation, dans la pratique, les droits humains et les concepts de la transformation des conflits et se penche sur la manière dont il convient d'appliquer cette approche lors du développement, de la mise en œuvre et de l'évaluation d'un projet.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription \(dernier délai\)](#)

Du 8 au 14 juin 2017

Suisse

[VOIX DES FEMMES 2017](#)

Pour la huitième fois consécutive, TERRE DES FEMMES Suisse organise partout en Suisse la série d'événements VOIX DES FEMMES. Cette année, l'organisation a invité Yanar Mohammed, militante irakienne originaire de Bagdad, pour nous parler des défenseuses

des droits humains et des droits des femmes en Irak. Présente en Suisse du 8 au 14 juin 2017, elle tiendra des conférences à Zurich, Berne, Lausanne et Genève.

[Informations complémentaires](#)

Jusqu'au 30 juin 2017

Bâle, Suisse

[Inscription au cours post-diplôme \(CAS\) en promotion civile de la paix](#)

La promotion civile de la paix joue un rôle crucial dans la transformation des conflits violents, la promotion de la paix, la reconstruction de sociétés déchirées par la guerre et la prévention du retour à la violence. Ce cours post-diplôme (CAS) propose une approche globale de la promotion civile de la paix et fournit une réflexion critique sur les pratiques de promotion de la paix. Il offre une analyse des théories, concepts, débats, politiques et pratiques dans les domaines suivants : promotion de la paix et formation de l'État, questions de genre en contexte de conflit et dans la promotion de la paix, méthodologies de la promotion de la paix, médiation de paix, traitement du passé et justice transitionnelle, et économie, conflits et droits humains. Le CAS est constitué de 21 jours (un vendredi et samedi par mois) répartis sur une année et se déroule de septembre 2017 à août 2018.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription jusqu'au 30 juin 2017](#)

Jusqu'au 30 juin 2017

Bâle, Suisse

[Inscription au cours de swisspeace « Dealing with the Past & Conflict Transformation »](#)

Surmonter les violences passées est souvent présenté comme la base d'une paix durable, de la démocratie et de l'État de droit. Le cours de swisspeace « Dealing with the Past & Conflict Transformation » se concentre sur les enjeux de la conception et de la mise en œuvre d'un processus de traitement du passé. En se basant sur les débats actuels, il offre des pistes de réponses quant à la manière d'assurer que les processus de traitement du passé contribuent à la transformation des conflits violents.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription jusqu'au 30 juin 2017](#)

Ce PDF a été généré automatiquement.
Lire à propos : www.swisspeace.ch/apropos

Éditeur KOFF de swisspeace
Contact Sonnenbergstrasse 17, Case postale, CH-3001 Bern,
Tél.: +41 (0)31 330 12 12
Rédaction Marie Seidel, Maria Hoffstetter, Luca Gschwind, Arno Stirnimann
Traduction Furrer Übersetzungen, Übersetzergruppe Zürich
Couverture Aperçu des 17 objectifs de développement durable.
Copyright : Google image

KOFF

Die Schweizer Plattform für Friedensförderung
La plateforme suisse de promotion de la paix
The Swiss platform for peacebuilding

Le KOFF est un réseau d'échange et de dialogue animé par swisspeace. Il est soutenu par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes :

ae-centre	Fondation Hironnelle	Organisation suisse d'aide aux réfugiés
Action de Carême	Fondation Peace Nexus	Palmyrah
Alliance Sud	Fondation village d'enfants	Peace Brigades International Suisse
APRED	Pestalozzi	Peace Watch Switzerland
artasfoundation	Graines de Paix	Quaker United Nations Office
Baha'i	Green Cross Suisse	Société pour les peuples menacés
Brücke · Le pont	Groupe pour une Suisse sans armée	Solidar Suisse
Caritas Suisse	HELVETAS Swiss Intercooperation	SOS Village d'enfants
cfd	IAMANEH Suisse	Stiftung für Integrale
Conseil suisse pour la paix	ICP	Friedensförderung
Croix-Rouge Suisse	Initiative de Lucerne pour la paix et la sécurité (LIPS)	Swiss Academy for Development
DCAF	Interpeace	SWISSAID
Eirene Suisse	Ligue Suisse des femmes catholiques	Terre des Femmes Suisse
Entraide Protestante Suisse	medico international suisse	terre des hommes schweiz
Femmes de Paix Autour du Monde	MIR Suisse	
Femmes pour la Paix Suisse	mission 21	
Fondation Caux – Initiatives et changement	miva – transporte l'aide	